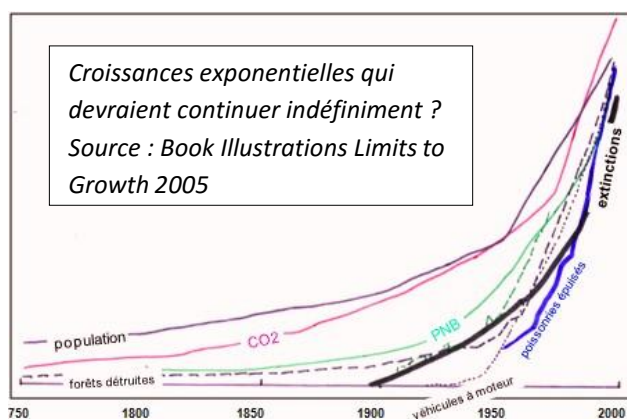


Croissance, limites et développement durable - réflexions

Pierre Stalder, 2010

Pour perdurer, la croissance nécessite une injection continue de crédit, de consommation, de transport, de production industrielle, de services et d'exploitation des ressources. Lorsque ces dernières se tarissent, la croissance s'essouffle, le retour sur investissement diminue et le système s'effondre. L'Histoire regorge de tels développements. Peut-être entamons-nous cette phase finale, tant sont nombreux les signes annonciateurs de bouleversement (exhaustion des ressources, instabilité financière, écart entre riches et pauvres, pollution et défis climatiques).

Malgré l'évidence de limites, l'irrationnel prédomine et l'Homme se prétend omnipotent. Cette naïve conviction le pousse à agir dans les domaines politique, économique, social et juridique comme si la croissance allait continuer indéfiniment. Le Club de Rome avait pourtant démontré dès 1973, avec « The Limits to Growth », les dangers inhérents à cette approche. Ce travail d'analyse économique inégalée à ce jour, explore, sous forme de scénarios et non pas de prédictions, les conséquences de la croissance exponentielle de la population, de l'utilisation des ressources, de l'industrialisation, de la pollution et de la production de nourriture. L'analyse originale n'a subi que de très peu de changements lors de sa mise à jour en 2003. Quatre décennies plus tard, nous ne sommes engagés dans aucun des deux scénarios ne conduisant pas à l'effondrement. Comme le message ne passe toujours pas aux niveaux concernés, on laisse s'emballer le système et seule est envisagée la fuite en avant. Oubliant que, dans la Nature, tout ce qui monte finit par redescendre et que nous avons des descendants.



Les variations, même insignifiantes, du PIB (produit intérieur brut) nous sont assénées avec une fréquence qui le fait apparaître comme la seule mesure du bien-être et du bonheur. Illusion entretenue par les intérêts matériels immédiats, le manque de vision et l'ignorance. Le PIB comptabilise toute valeur ajoutée qu'elle provienne d'activités délétères (armes), réparatrices (maladies dues à la pollution) ou créatrices de vraie richesse. Il n'informe pas sur l'état de cette dernière et ne comptabilise pas les pertes de ressources, considérées comme dommages collatéraux. Tel qu'il est divulgué et utilisé, le PIB n'est qu'un leurre. D'autres indicateurs de santé économique et sociale existent mais rencontrent peu d'enthousiasme.

Croissance et perte de résilience vont de pair. Coupables évidents: les vieilles tares de la course au pouvoir et au profit, la technologie utilisée à mauvais escient, la globalisation outrancière aboutissant à une interdépendance dangereuse des états et surtout une foi inébranlable dans l'Homme. La combinaison de ces causes a créé une situation extrêmement complexe et instable qui, nécessairement, recherche un nouvel équilibre.

Amplement démontré par les chiffres, une petite minorité de nantis accapare les richesses et ne contribue pas au bien commun, contrairement au « credo » selon lequel l'enrichissement individuel profite à la communauté. Il est toutefois légitime que les démunis aspirent à plus de bien-être. Les limites de la croissance globale devenant perceptibles, la « décroissance » s'installera spontanément pour aboutir à un nouvel ordre totalement inconnu. Par soucis de justice, les richesses devront être redistribuées selon le principe : plus aux démunis, moins aux nantis.

Un développement durable implique que le capital-planète permette à nos descendants de vivre sur ses intérêts. Ce capital étant bien entamé, sa réhabilitation nécessitera une réduction massive de notre impact par l'économie des ressources non-renouvelables et la gestion responsable des ressources renouvelables. En d'autres termes, en s'adaptant à la Planète et non pas en la vidant.

Le développement durable est généralement conçu comme « croissance durable », y compris par notre Gouvernement (Gvt). Dans un but de gouvernance, celui-ci a établi une pléthore d'indicateurs de durabilité, certains significatifs comme la consommation d'énergie ou la production de déchets, et d'autres qui le sont moins comme la capacité de lecture ou l'égalité de salaire entre hommes et femmes. Par contre la consommation de pesticides, l'augmentation du parc automobile, l'extravagance de l'emballage et de la consommation d'eau en bouteilles, le taux de divorces ne figurent pas dans la liste car il s'agit d'activités fournisseuses d'emploi et de profit ou de développements sociétaux non discutables. Le Gvt proclame :« L'économie doit continuer de croître en réduisant sa consommation de ressources », mais sans dire comment. Logique puisque croissance et exploitation des ressources sont indissociables.

Pour résumer, soit nous décidons d'entamer sérieusement une transition vers la durabilité, soit nous persistons dans la voie actuelle avec un vernis écologique. Dans ce cas, nous devons affronter des chocs qui rendront impératives des mesures d'urgence (rationnements, quotas) dans une ambiance de mécontentement dont les manifestations restent imprévisibles. Comment gérer alors la baisse des revenus, l'augmentation du chômage, les infrastructures, la santé, les assurances sociales, la défense, l'ordre public? La réponse appartient aux gouvernants et aux législateurs.

Même si tout ce qui précède n'est qu'un scénario, le « principe de précaution » voudrait que l'Homme ne confie pas au hasard la responsabilité de son futur. Faute de quoi, son destin ne reposera plus que sur sa capacité à survivre. Cassandre avait eu raison, ne l'oublions pas.